



débat entre Jean Le Garrec et Jean-Pierre Chevènement



UNE ANNÉE DÉCISIVE ?

Nous n'avons cessé de l'affirmer : 1974 est une année importante, et peut-être décisive pour le mouvement ouvrier français. Non pas que nous accordions à la « crise » née du renchérissement du coût du pétrole une importance mythique. Non pas que nous pensions que le capitalisme soit sur le point de s'écrouler comme une vieille bâtisse lézardée.

Mais des questions sont posées, notamment au travers des problèmes d'énergie, dont nous sentons bien qu'elles sont annonciatrices de grands bouleversements. Lesquels ? Il ne s'agit pas de jouer les prophètes. Aussi bien, le capitalisme a souvent fait la preuve de sa capacité d'intégrer et de récupérer les incidents de parcours pour mieux asseoir sa puissance : il pourrait bien trouver, dans la conjoncture actuelle, les éléments d'un nouveau souffle, d'un nouveau bond en avant.

Mais une occasion est offerte à la gauche. Celle de lancer, dans une situation mouvante, un vrai débat public et d'apporter des

réponses neuves. Celle de susciter un large courant de mobilisation et d'adhésion autour d'un autre projet de société, d'une autre façon de concevoir la vie et les rapports entre les hommes.

Ce débat, le PSU entend bien contribuer à ce qu'il soit lancé sur la place publique. Et sans exclusive. Nous l'abordons cette semaine avec une discussion à bâtons rompus entre Jean Le Garrec, secrétaire national adjoint du PSU, et Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national du PS. Elle fait apparaître des points de convergence assez nets (sur l'analyse de la situation et la nécessité de ne pas majorer l'importance de la crise actuelle, par exemple) et des divergences non moins claires (sur les vertus mobilisatrices du Programme commun de la gauche, entre autres).

Nous espérons que d'autres débats suivront, dans ces colonnes, notamment avec les représentants du Parti communiste français.

● **JEAN LE GARREC** — Il n'y a pas effectivement à l'heure actuelle apparition d'une crise très violente — comme en 1929 par exemple. Nous assistons plutôt à une érosion et une remise en cause aussi bien des structures économiques, des rapports de production à l'intérieur de l'entreprise, que de l'ensemble des rapports sociaux. Mais c'est un processus relativement lent et qui ne date pas d'hier.

Cela dit, la situation actuelle, née de ce

qu'on a appelé « la crise du pétrole » va avoir des conséquences extrêmement précises, notamment en France : un regain de l'inflation, qui va tourner à un taux d'environ 14 %, qui sera surtout supporté par les bas salaires et qui entraînera un freinage très brutal du niveau de vie, sensible dès la fin du premier trimestre, ou le début du second. Et puis, des problèmes d'emploi très lourds : on peut donner une prévision d'environ 800 000 chômeurs, situation encore aggravée par l'arrivée sur le marché du travail d'un nombre



Débat entre Jean Le Garrec et Jean-Pierre Chevènement

important de jeunes. Les dernières nouvelles de l'aéronautique, par exemple, sont catastrophiques : et pas seulement pour Concorde, mais aussi pour l'Airbus et Mercure : l'aéronautique, c'est 360 000 salariés, je crois, et aucune réponse possible...

● **JEAN-PIERRE CHEVENEMENT** :
Il y a trois problèmes à ne pas confondre :

Une crise globale de la société capitaliste avancée — crise économique qui ne ressemble pas aux précédentes : une tendance à la fuite en avant dans une inflation beaucoup plus rapide, dont la fonction est le maintien du taux de profit. Crise sociale, en Europe occidentale ou aux Etats-Unis. Crise culturelle également : voir Mai 68 et tout ce qui s'est passé en France depuis.

La crise de la fin de 73, — deuxième élément — liée aux renchérissements du prix des matières premières, et en particulier du pétrole, et qui remet partiellement en cause la fantastique croissance du capitalisme en s'attaquant à l'une des assises de cette croissance : l'exploitation des richesses naturelles du Tiers-Monde.

Ce sont deux choses qui ne sont pas du tout de même nature, voire même de nature inverse : et on peut observer qu'un certain nombre de gouvernements tentent de profiter de ce retournement de conjoncture au niveau des relations internationales, pour raffermir leur position intérieure. C'est le cas notamment de Heath en Grande-Bretagne,

mais c'est aussi le cas chez nous, lorsque Debré dit par exemple : « **lorsque les choses vont mal, le pays ne vote pas à gauche** ». D'où une dramatisation voulue de la situation.

● J. L. G. — Tout à fait exact, et nous devons ne pas tomber dans le piège.

J ● -P. C. — Et puis, il y a un troisième élément — et tu parlais de la crise de l'aéronautique, qui en est une bonne illustration : c'est la rivalité entre l'impérialisme américain et le sous-impérialisme européen. Pour rester sur ton exemple, il est bien évident que les critiques faites sur la sophistication de Concorde par exemple, ne valent pas pour l'Airbus ou Mercure. On peut toujours trouver des arguments commerciaux, mais la vérité c'est que les Etats-Unis ont conquis des positions extrêmement solides dans les secteurs de pointe, et qu'ils n'ont aucune envie de voir les Européens reconquérir un certain nombre de créneaux. Et ce qui est vrai de l'aéronautique, l'est aussi de l'informatique ou du nucléaire.

Il y a donc là trois problèmes qui interfèrent, mais qu'il faut bien distinguer : le renchérissement du prix du pétrole, par exemple, contribuant à renforcer l'impérialisme américain par rapport au sous-impérialisme européen, et n'allant donc pas forcément dans le sens d'une aggravation de la crise globale du capitalisme avancé, au contraire pouvant même jouer un certain rôle retardateur.

L'occasion d'aborder le débat de fond

● J. L. G. — Et qui, en tout état de cause, est surtout profitable aux grosses entreprises, aux « **majors** ». Il n'y a qu'à regarder les bénéfices réalisés par les « **majors** » l'année dernière et l'on sait comment ils préparent depuis déjà plusieurs années la possibilité d'utiliser d'autres sources d'énergie en investissant dans le nucléaire ou les schistes bitumeux, par exemple.

Je suis d'accord avec ta distinction : il y a effectivement des difficultés conjoncturelles, qui étaient inscrites dès octobre, qui ont été aggravées par la crise pétrolière, mais qui

cachent des crises structurelles beaucoup plus profondes : en tout état de cause, ce sont ces dernières qui nous concernent.

Mais l'important, c'est, à mon avis, que cette crise conjoncturelle permet d'aborder le débat sur la crise structurelle avec un éveil de conscience et un intérêt marqué pour des problèmes qui apparaissent il y a encore un an comme mythiques, ou utopiques.

Lorsque le PSU posait, il y a un an dans son Manifeste, la question, « **Produire pourquoi ?** », il sentait certes un écho, mais plus pour le futur que pour le présent.



Débat entre Jean Le Garrec et Jean-Pierre Chevènement

Or, je crois qu'il y a maintenant une série de questions qui sont posées et auxquelles il faudra bien que la gauche réponde, et vite. Car la situation factuelle peut très bien contribuer à créer les conditions d'une deuxième étape de la restructuration du capitalisme en France. Cette phrase que je relève dans « Les Echos » est à cet égard significative : « **Les crises sont comme les épidémies. Certains n'y résistent pas, les plus faibles. Pour ceux qui en réchappent, la vie reprend vite ses droits avec une nouvelle vigueur. Ce n'est pas encore cette fois que la crise de l'énergie tuera l'industrie** ».

C'est très clair : incontestablement, une situation difficile de deux ou trois ans, dont les conséquences seront supportées par les travailleurs, mais qui en tendant à éliminer les restes du capitalisme archaïque, doit permettre le développement d'une deuxième étape de la restructuration du capitalisme...

● J.-P. C. — Je suis entièrement d'accord avec cette analyse.

● J. L. G. — Il faut donc en tirer les conséquences, à savoir que, pour la gauche, le temps est un facteur très important, que nous devons utiliser cette situation au maximum, car il est possible que dans deux ou trois ans, elle nous soit beaucoup moins favorable...

● T.S. — **La question peut donc se poser en ces termes : la gauche peut-elle et aura-t-elle les moyens de mettre à profit cette crise conjoncturelle, et le flottement qu'elle entraîne au niveau de la soudure entre les formes d'énergie, pour attaquer le vrai débat de la crise structurelle et imposer un autre type de solution ?**

● J.-P. C. — Je ne pense pas que nous puissions dire nous avons deux ans devant nous, et après ce sera trop tard. Ce serait démobilisateur de penser que cette occasion est unique. Il faut partir de deux idées.

La première, c'est que, compte tenu de la logique même du système, la politique du capitalisme va consister à faire payer le prix de la soudure, et les difficultés qu'elle entraînera, notamment en matière de commerce extérieur, par les travailleurs. C'est clair, et c'est déjà commencé : hausse des charges locatives, des tarifs publics,

rétablissement de la TVA sur la viande, etc. On y va, et on y va sans aucun scrupule.

Par ailleurs, on essaye de mettre à profit le léger avantage de compétitivité que nous vaut le flottement du franc, pour essayer d'exporter notre chômage. C'est d'ailleurs une politique qui n'a rien d'original : c'était celle de Pinay en 59. C'était celle de 69 : dévaluation, et répression salariale sur le plan intérieur.

Alors, la gauche peut-elle mettre à profit les deux ou trois ans qui viennent ? J'ai lu dans T.S. que « **c'est 74 ou jamais** »...

● T.S. — **Tu as de bonnes lectures, mais nous n'avons pas dit cela aussi brutalement !**

● J.-P. C. — Enfin, que 1974 offrait une situation particulièrement favorable. Cela mérite d'être nuancé. Parce que, bien entendu, nous mettons en cause le modèle de développement, mais ça veut dire que nous mettons en cause le Pouvoir : il serait absurde de parler de modèle de développement sans voir qu'il repose sur une certaine pyramide de pouvoirs. Le moment est-il venu ?

Il faut être conscient qu'il sera très difficile de promouvoir un autre type de croissance, avec, par exemple, des écarts de salaires qui sont, comme actuellement dans les entreprises, de 1 à 40.

Il faut être conscient des difficultés que nous aurions nous aussi, en matière de commerce extérieur, des difficultés qui se poseront aussi pour nous. Il faudra bien y répondre.

On pourra le faire à travers toute une politique industrielle axée sur l'idée de reconversion et de promotion d'un certain nombre de secteurs, mais ce ne sera pas facile : on peut penser, par exemple, que la France a fait un faux choix en ayant fait de l'automobile, la « locomotive » de son expansion, de son commerce extérieur. En revanche, il est certain que le secteur des biens d'équipements, qui en Allemagne est trois fois plus important qu'en France, est un secteur d'avenir, parce que les pays du Tiers-Monde devront s'équiper. Une politique socialiste amènerait donc à privilégier ce secteur des biens d'équipement. Ce n'est peut-être pas enthousiasmant de dire ces choses-là, mais ça fait partie des réalités du monde de demain...

Car si l'Europe arrive à échapper à l'orbite



Débat entre Jean Le Garrec et Jean-Pierre Chevènement

de l'impérialisme américain pour se tourner, dans les 20 ou 30 années qui viennent vers le Sud et l'Est, ce qui est sa vocation, cela suppose la réalisation d'un certain nombre de conditions sur le plan économique. En particulier un développement industriel qui n'aura plus rien de comparable avec celui que nous avons connu depuis 25 ans, assis principalement sur les besoins des pays riches.

Cette politique économique, très différente de celle qui est menée actuellement, nous devrions la concevoir en faisant un gros effort d'imagination, en essayant de voir ce que ça peut signifier, à la fois au niveau du partage des pouvoirs, de la hiérarchie des revenus dans la société. Ce que ça implique au point de vue d'une planification qui, pour être décentralisée, n'en sera pas moins impérative, etc.

**« RIEN NE SERA
POSSIBLE
SANS UNE INTENSE
MOBILISATION
POPULAIRE »**

Je pense notamment que l'orientation autoritaire des grands investissements d'un certain nombre de secteurs, la maîtrise totale des circuits financiers entre la France et l'étranger, sont des exigences auxquelles il faudra savoir répondre.

des systèmes idéologiques plus vulnérables

● J. L. G. — Tu n'a pas répondu sur le problème du temps. Il est évident qu'il ne faut pas le majorer, car ce serait avoir une vision historique plutôt pessimiste. Mais il me semble, malgré tout, qu'il y a là un facteur important.

Pourquoi ? Parce que les systèmes de conditionnement sont énormes : aussi bien conditionnement par le phénomène de consommation de masse, que conditionnement par le matraquage idéologique. Il y a là des données nouvelles que la gauche n'a jamais analysées de manière très précise. Il semble que nous retardons de ce côté-là.

La vision futuriste que donne, par exemple, le film « **Orange Mécanique** » — qui est une vision prophétique — n'est pas aberrante, et ce peut être la réalité de demain. Nous la percevons déjà dans certaines situations, en Amérique.

Or, dans une période où — conjoncturellement — apparaissent de nouveaux problèmes, les systèmes idéologiques sont plus fragiles.

Le mouvement ouvrier a souvent commis l'erreur — qui est due à une certaine lecture de Marx — de privilégier totalement l'instance économique. Nous croyons, nous, à la nécessité d'une démarche conjointe où on aborde les problèmes au niveau des instances

économiques, politiques et idéologiques. Et nous disons que la période actuelle a pour caractéristique une certaine fragilité, des contradictions entre ces différentes instances, et que nous devons savoir mettre à profit ces contradictions.

Tout en étant tout à fait d'accord avec toi pour dire qu'un nouveau modèle de développement implique des préalables, et d'abord un changement de la nature du Pouvoir, je n'avais pas fait l'impasse là-dessus, mais il existe des acquis fondamentaux dans le mouvement ouvrier.

● J.-P. C- — C'est bien la raison pour laquelle nous nous en sommes donné les moyens depuis déjà trois ans. En signant le Programme Commun, qui constitue le seul terme de l'alternative à l'heure actuelle, et qui fournit aux luttes un débouché politique global.

Pour nous, c'est une chose absolument évidente et je pense qu'on est souvent injuste avec le Programme commun, parce qu'on en critique le contenu, comme si c'était là l'essentiel. Alors que l'essentiel, à mes yeux, c'est la constellation politique très nouvelle qu'il fait apparaître, c'est l'union de la gauche réalisée sur un programme de gouvernement dont le tranchant anticapitaliste est



Débat entre Jean Le Garrec et Jean-Pierre Chevènement

absolument évident.

Mais pour répondre à ta question sur le temps, nous sommes sensibles au fait que le temps nous est compté. De toute façon, il est toujours compté, la vie est courte ! Et je dirais que du point de vue de notre responsabilité, vis-à-vis des masses, nous ne pouvons pas les laisser démunies.

Donc, il existe avec le Programme commun une possibilité de changement politique fondamental. Est-il possible d'aller plus loin, je pense que oui. Je pense qu'il est possible d'élargir encore l'union qui est réalisée sur la base du Programme Commun.

Je pense que la date importante sera plutôt 75 ou 76. Il y a un phénomène qu'on a souvent observé et qui rejoint ce que dit Debré : « **quand la crise est là, le pays ne vote pas à gauche** ». C'est plutôt quand la crise commence à s'estomper que le pays vote à gauche, l'exemple des années 32-36 est significatif.

Maintenant, je partage ton avis quand tu dis que l'occasion peut être saisie d'une prise de conscience plus globale pour une majorité de gens. Et dans mon esprit, il ne s'agit pas seulement d'une majorité électorale.

● J. L. G. — Il ne s'agit pas d'évoquer le Programme commun sur le fond. A l'époque, nous l'avons salué comme un acte politique important, c'est-à-dire l'apparition d'une gauche traditionnelle regroupant ses forces.

Nous avons été extrêmement critiques sur le contenu, pas la peine de revenir là-dessus.

Mais je crois que, tout compte fait, le reproche le plus important! que l'on pouvait lui faire, c'est que, de par sa nature, de par la manière dont les problèmes sont abordés, il ne nous semble pas contribuer à créer réellement une dynamique de mobilisation populaire.

Or, c'est fondamental. Et à ce titre, l'expérience chilienne est extrêmement importante, parce que — et tu l'as dit toi-même — si une majorité électorale est un moyen d'occuper le pouvoir, elle n'est pas suffisante pour transformer les conditions de ce pouvoir. Et d'autre part, les difficultés que nous connaissons, que l'on pourrait énumérer, de la période qui suivra immédiatement cette occupation du pouvoir, ne pourront être dépassées que s'il y a une prise de conscience populaire très forte, une mobilisation très large.

J'ai été frappé par la campagne électorale de la gauche du Programme commun. Une

campagne très statique. Je me souviens entre autres d'une affiche de base de cette campagne, qui disait en gros, peu importe quel était le parti, je ne m'en souviens plus, qui disait « **Faites-nous confiance** »...

● J.-P. C. — Je ne me souviens pas l'avoir vue.

• T. S. — **C'était une affiche du P.C. On voyait une famille et un slogan : « comme eux, faites confiance au Parti Communiste ».**

● J.-P. C. — Oui, effectivement.

● J. L. G. — Peu importe les termes exacts. Il y a un peu dans le Programme commun une démarche de cette nature. En gros : « **les gens qui sont au pouvoir ne sont pas compétents, sont malhonnêtes, etc. Votez pour d'autres, plus compétents, plus honnêtes, etc.** ».

C'est-à-dire l'aggravation d'un phénomène qui me semble extrêmement grave, et qui rejoint ce que j'appelais le matraquage idéologique. Un phénomène de mentalité d'assistés. Je ne crois pas que la gauche puisse l'emporter, je ne crois pas surtout qu'elle puisse réellement surmonter les difficultés qui l'attendent au lendemain d'une éventuelle victoire, si elle joue aussi sur ce phénomène, cette mentalité. Ça me paraît fondamental.

Prenons un exemple : imaginons qu'il y ait occupation du pouvoir. Il y a un certain nombre de mesures de simple justice — en ce qui concerne le partage du revenu, etc. — qu'il faudrait prendre immédiatement, et sur lesquelles on tomberait vite d'accord.

Mais ces mesures dégageraient aussitôt des capacités de consommation plus grandes, avec un appareil productif dont on sait qu'en France il tourne à 100 %.

Il faudrait donc pouvoir canaliser cette consommation sur des besoins plus collectifs : loisirs, habitat, peu importe... Susciter l'apparition d'un phénomène de consommation collective alors que tout le système actuel repose sur la consommation individuelle. Et cela nécessitera un débat politique d'une très grande force, une très forte mobilisation, sinon on voit très bien quelles peuvent être les conséquences d'une situation non maîtrisée.

Il y a là un problème de fond, qui explique en grande partie notre désaccord par rapport à la manière dont la gauche traditionnelle a abordé la situation, il y a d'autres points mais cela n'est pas l'essentiel de notre débat.



une lecture hypocrite du programme commun ?

● J.-P. C. — Je crois que tu as raison de mettre l'accent sur les difficultés de la période de transition. Mais je crois aussi qu'il y a une lecture hypocrite du Programme commun, et je voudrais m'en expliquer franchement.

Il ne suffit pas de luttes de masses pour arriver au socialisme. Une des leçons de Mai 68, c'est qu'il a manqué un débouché politique global au mouvement.

● J. L. G. — Tout à fait !

● J.-P. C. — C'est à cette carence fondamentale que vise à remédier le Programme commun. Je ne dis pas que nous ayons réussi à armer complètement le vaisseau. Je ne pense pas qu'il faille se reposer sur le résultat acquis en juin 72. Mais il me semble qu'il faut prendre garde à une critique « **gauchiste** » du Programme commun, qui dit : « **Le Programme commun ne prévoit rien en tel ou tel domaine. Il est muet sur l'autogestion, centralisateur, jacobin, etc.** ».

Je crois qu'il faut être très clair à ce niveau-là : c'est souvent une analyse des forces qui sont rassemblées sur le Programme commun, qui amène un certain nombre de gens à tirer des conclusions pessimistes. Des gens qui pensent que le Programme commun est avant tout dominé par le FCF et la CGT. Qui donc font une critique « **de gauche** », qui finalement rejoint une critique « **de droite** », à base d'anticommunisme.

C'est par anticommunisme que réagissent un certain nombre de gens — et c'est peut-être le cas notamment de certains éléments syndicalistes, affrontés dans les entreprises par exemple à la puissance du PC et de la CGT — et peu désireux au fond d'enclencher un processus qui les confronterait globalement avec cette puissance.

En ce qui nous concerne, nous voyons les choses de manière dynamique. Le Programme commun, c'est d'abord, à nos yeux, un levier, un levier pour les luttes. Je reconnais que la manière dont il est souvent présenté peut contribuer à donner le sentiment qu'il n'y a « **qu'une solution, le programme commun** ». Aussi absurde que « **qu'une solution, la révolution** ».

Je voudrais bien savoir comment faire la révolution, par quel moyen, par quel biais, sans ce levier que constitue le Programme commun, un levier qui n'a jamais eu d'équivalent dans notre pays — ni au moment du Conseil national de la Résistance, ni au moment du Front Populaire.

Nous disposons là d'une arme offensive, dont il est important que les masses populaires puissent se servir pour ouvrir la voie à une situation qui sera absolument nouvelle, et que le Programme commun lui-même ne prévoit pas, ne peut pas prévoir.

En effet, une transition au socialisme ne peut être menée avec succès que sur la base d'une intense et massive mobilisation populaire.

● J. L. G. : Nous avons probablement commis l'erreur de négliger l'instance politique. Cette erreur, nous l'avons reconnue, et les propositions que nous avons faites d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste, tendent à corriger cette erreur. D'ailleurs le débat engagé dans l'extrême-gauche vis-à-vis du PSU est étonnant. Il y a un peu partout — et particulièrement dans les courants maoïstes — une tendance à se poser des questions sur le thème : « **c'est peut-être le PSU qui avait raison** ».

Je crois qu'il y a là quelque chose d'important pour l'ensemble de la gauche et que nous avons joué un rôle qui me paraît utile.

Mais, en revanche, le Programme commun me paraît toujours privilégier beaucoup trop l'instance politique et ne pas contribuer à créer les conditions d'une mobilisation populaire, et cette critique n'a rien à voir avec un quelconque anticommunisme qui n'est pas du tout notre propos. Le débat très ferme qui se poursuit entre le PSU et le PCF actuellement en est la preuve, et il ne peut y avoir là-dessus aucune ambiguïté.

Seulement, lorsque tu parles de la nécessité d'une dynamique populaire, avant même la prise du pouvoir, c'est justement là qu'il nous semble distinguer les plus fortes insuffisances du Programme commun.

Et c'est d'ailleurs là le sens de notre



Débat entre Jean Le Garrec et Jean-Pierre Chevènement

proposition : recherchons ensemble des objectifs précis, des conditions de lutte, des moyens d'action qui contribuent à créer cette dynamique.

Car pour en revenir à la période qui suivra immédiatement la conquête du pouvoir — qui sera ce qu'il sera, avec son organisation hiérarchique, son administration, son armée, sa police et les oppositions à l'intérieur de celles-ci, tout ce que nous ne pouvons méconnaître — il semble qu'il y ait une nécessité, l'apparition de contre-pouvoirs permettant en même temps de créer les points d'appui à cette mobilisation populaire, et de créer une dialectique entre le pouvoir tel qu'il sera — celui dont nous hériterons — et ces contre-pouvoirs d'une autre nature.

Nous avons bien vu, dans l'expérience chilienne, que c'est dans la mesure où il y a eu apparition de ces contre-pouvoirs qu'il y a eu possibilité de répondre à des situations objectives. Et quand on parle de contre-pouvoirs, c'est aussi bien au niveau de l'entreprise, que de la ville, de la région... la liste n'est pas limitative.

Si nous ne parvenons pas à contribuer à créer cette dialectique, je crois que les capacités de réponse et de résistance à une situation difficile seront très faibles. Et que le problème fondamental qui est celui — non pas dans l'immédiat du dépérissement de l'Etat, mais déjà d'une remise en cause des organes dont nous hériterons — ne pourra être résolu...

contre-pouvoir ou points d'appui ?

● J.-P. C. — Je voudrais repartir du début. On part de l'idée que la victoire du Programme commun ne serait certainement pas un élément suffisant pour ouvrir la voie — je ne dis même pas à la transition vers le socialisme — je dis, à la réalisation même du Programme commun.

Je suis d'accord là-dessus. Je suis persuadé que cette réalisation du Programme commun — j'entends évidemment dans sa partie anticapitaliste, les réformes de structures, c'est-à-dire l'essentiel — ne sera possible que sur la base d'une intense mobilisation populaire.

Mais je voudrais dire que cette mobilisation populaire a un arrière-plan plus profond. Elle ne peut pas seulement être l'effet des luttes au niveau des différentes instances sociales. La réalisation du Programme commun suppose la mobilisation de tous ceux que Mai 68 a mobilisés.

Il y a peu d'exemples de transition qui aient réussi. Le seul exemple, c'est la transition de la société féodale à la société bourgeoise, c'est la Révolution de 89. Cette révolution a créé, dans le pays, une dynamique formidable, assise sur toute une Histoire, tout un tissu de représentations, de réflexions, etc. On ne peut concevoir la transition au socialisme, en France, sans se replacer dans la trame historique de notre pays depuis la Commune. C'est dans la mesure où nous

aurons le sentiment de la profondeur historique de ce que nous faisons, que nous pourrions motiver une puissante mobilisation populaire. Ça nous amènerait à des réflexions de philosophie politique que j'épargne aux lecteurs de TS...

Mais j'en reviens à la lutte au niveau des instances sociales. Elle est fondamentale, et c'est pour cela que le thème de l'autogestion est pour nous essentiel.

A ce niveau-là, peut-on dire qu'il faut créer des contre-pouvoirs ? Je crois que l'expression n'est pas juste. Mais il peut y avoir ce que j'appellerai des points d'appui. Au niveau des entreprises notamment. Ces points d'appui seraient les bases d'une nouvelle organisation du pouvoir, une organisation décentralisée à partir de laquelle les gens décideraient vraiment de ce qui les regarde.

Mais il faut distinguer au moins deux phases. Ce que l'on appelle le contrôle — où il ne faut pas parler de contre-pouvoirs. Et une fois instauré un nouveau modèle social, une nouvelle logique de développement. On peut effectivement inscrire ça dans une nouvelle réalité juridique, qui est évidemment en opposition totale avec la structure actuelle — ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait plus d'instance centrale. Comme tu l'as dit toi-même, le dépérissement de l'Etat, ce n'est pas la réalité de la période de transition. La réalité de cette période, c'est un Etat populaire.



Débat entre Jean Le Garrec et Jean-Pierre Chevènement

● J. L. G. — J'attache probablement plus d'importance que toi à ce que tu appelles des « **points d'appui** », parce que je crois qu'ils auront non seulement la vocation de créer une nouvelle pédagogie politique, non seulement de créer des pôles de résistance aux difficultés qui naîtront immanquablement...

● J.-P. C. — Je suis parfaitement d'accord avec ça.

● J. L. G. —... Mais encore qu'ils auront vocation à créer d'autres systèmes de références, déjà au niveau du système de consommation, et constituer l'amorce de ce que sera le pouvoir des travailleurs et la naissance d'une nouvelle légalité.

C'est la lutte de classe qui constitue le seul moteur réel aussi bien de la résistance à une offensive en retour du capitalisme que de la construction du socialisme autogestionnaire.

En ce qui concerne le modèle de développement, il me semble qu'il y a là des points qu'il nous faudra éclaircir, et que nous aurons intérêt à distinguer, notamment, valeurs d'usages et valeurs d'échanges, c'est-

à-dire à faire la distinction entre la capacité de l'appareil productif et ce qu'il est — et la valeur d'usage qui doit créer une autre définition plus collective de la consommation, l'articulation entre les deux devant permettre de définir un nouveau modèle de consommation.

● J.-P. C. — Oui, mais ces points d'appui auront d'abord pour raison d'être, de répondre aux nécessités, par conséquent d'être des sortes de petits systèmes D à tous les niveaux — transports en commun, réseaux de distribution, etc. Je dirai même, dans les périodes les plus tragiques, la résistance à des...

● J. L. G. — Exact !

● J.-P. C. — ... à des tentatives visant à briser la nouvelle l'égalité.

● J. L. G. — Tout à fait ! Mais ils sont aussi l'apparition du pouvoir réel des travailleurs...

(propos recueillis par B. LANGLOIS)